

Conter le sida pour le contrer

Vulgariser les sciences sociales
sans les galvauder

Fred Eboko
Socio-politiste

Introduction à la problématique de « l'espace public »

L'idée que l'espace public relève d'une construction sociale est un truisme qu'il est néanmoins utile, voire nécessaire de resituer dans l'histoire de cette notion en sociologie. En réunissant des chercheurs de différentes disciplines dans le cadre du colloque qui donne lieu au présent chapitre et à l'ouvrage auquel il est associé, la thématique de « l'espace public » a été abordée sous des prismes empiriques, géographiques et épistémiques variés et féconds. Cette diversité n'a rien cédé à l'unité de la problématique de cette rencontre scientifique et mérite, à ce titre, que soit resituée historiquement et scientifiquement la genèse sommaire du concept « d'espace public ». Cette précision épistémologique participe modestement à donner toute l'amplitude que mérite la question de la place des sciences sociales dans une entité mouvante et dynamique à laquelle Jürgen Habermas a consacré l'essentiel de son œuvre (HABERMAS, 1987 ; 1993 ; 1997).

La thèse de doctorat d'État d'Habermas, publiée en 1962, portant sur *L'Espace public. Archéologie de la publicité bourgeoise*, a d'abord reçu une audience restreinte. Ensuite, son travail a bénéficié de la

reprise critique, enthousiaste et foisonnante de son œuvre par ses étudiants puis, de manière plus générale, par la sociologie et les sciences de l'information et de la communication, à travers le monde. Le caractère encyclopédique des travaux générés par ces regards multiples inscrit sans aucun doute Habermas parmi les sociologues contemporains dont l'œuvre s'est le mieux enrichie des réactions qu'elle a suscitées dans l'espace international des sciences sociales (TROM, 1989 ; BENRAHHAL SERGHINI et MATUSZAK, 2009).

« Le concept de sphère publique renvoie aux conditions de possibilité sociales de formation d'une opinion publique. Cette dernière se réfère aux tâches de critique, d'influence et de contrôle assurées par la sphère publique à l'égard de l'État. (...) La sphère publique bourgeoise n'est pas composée de sujets de l'État, ni d'agents économiques privés préoccupés par des affaires d'intérêt individuel, mais forme plutôt un public raisonnant et donc éclairé (aufgeklärt) qui sous les conditions d'une discussion libre, débarrassée de toute référence dogmatique à l'autorité ou à la tradition, serait en mesure de générer l'autorité légitime, c'est-à-dire l'articulation de l'intérêt général authentique. » (TROM, 1989 : 95).

La notion d'espace public et les précisions que Habermas y a apportées dans l'évolution de sa pensée ont directement trait à l'analyse d'un système de normes, de pratiques sociales et discursives qui s'opposaient à la doxa dominante des monarchies de droit divin. Dans le contexte habermassien, le regard porte sur l'Europe (Allemagne, Angleterre et France) et la bourgeoisie à partir du XVII^e siècle. Ce qui relie l'approche de l'espace public de Habermas et sa filiation scientifique, fidèle ou dissidente, et celle qui nous intéresse dans cet ouvrage et ce chapitre est la capacité d'acteurs différents, mus par des trajectoires multiples, à construire une sphère ou un champ de confrontations d'idées, dans le but d'atteindre un objectif commun. Dans cette optique, la construction des sociétés civiles au Sud (OTAYEK, 2004) et le lien avec la figure tutélaire d'Habermas, notamment à partir de *Droit et démocratie* (HABERMAS, 1997), forment une homologie structurale (LÉVI-STRAUSS, 1958) autour du lien qui existe entre la sphère privée et la sphère publique, entre l'État et la société, entre le pouvoir central et les autres groupes sociaux que Durkheim

appelait, par exemple, « les organes intermédiaires de la société » (DURKHEIM, 1950).

C'est dans cette perspective que je propose d'appréhender la question de la diffusion des savoirs en sciences sociales dans l'espace public, à partir de « la lutte contre le sida en Afrique ».

Les recherches sur le sida en Afrique ont participé depuis les années 1980 à une série de césures scientifiques et de confrontations inédites avec d'autres champs. Parmi ces ruptures et ces rencontres, la communication dans l'espace public, à commencer par les techniques de « restitution » auprès des publics concernés par ces recherches, a constitué un passage éthique obligatoire. À cette étape qui représente aussi des méthodes de partage d'un savoir spécifique, se rajoutent la nécessité d'intervenir dans les médias et la confrontation avec d'autres groupes sociaux dans l'espace public. Cette communication propose de questionner la place des sciences sociales confrontées à des publics différents.

Il s'agit successivement de revenir sur des parcours particuliers qui éclairent le positionnement des sciences sociales, entre les sciences biomédicales et les idéologies dans la lutte contre le sida en Afrique, à partir d'exemples camerounais. Ensuite, il nous semble utile de voir comment les sciences sociales peuvent soumettre au grand public une traduction « acceptable » pour le plus grand nombre de données épidémiologiques, en passant par une posture « d'engagement » qui interpelle les responsables politiques.

Dans le registre de la recherche scientifique, ces responsables politiques sont soumis à deux types d'enjeux : les résultats des études sur les politiques publiques (les *policies*) et la gestion des arènes politiques internes (les *politiques*). Nos restitutions peuvent donner lieu à des imbroglios politiques qui nécessitent que les sciences sociales s'inscrivent dans le registre de la médiation : remettre les résultats dans le contexte général (politique, social, historique) en étant diplomate ou encore « protéger » des acteurs au-delà de leur propre volonté. L'exemple des recherches sur « homosexualité et VIH en Afrique » et de l'engagement de militants contre l'homophobie nous en donnera une bonne illustration.

L'évolution de la lutte contre le sida correspond également à l'évolution des représentations de la maladie dans le « grand public ». Traduire cette évolution dans l'espace public nécessite de recourir à

des registres « hors pair ». Ici, se confirment les critiques qui ont été émises contre la première génération de travaux de Habermas qui voyait de manière pessimiste « l'élargissement de l'espace public ». Pour le sociologue allemand, « l'élargissement de la sphère publique entraîne l'apparition d'un nouveau public, différent du public bourgeois, dont les intérêts sont distincts, voire opposés. (...) Le modèle d'espace public construit par J. Habermas trouve ainsi ses limites, dès lors que se pose la question de son élargissement. Il y a là une contradiction entre un idéal qui doit tendre vers l'universalité de l'accès à l'espace public et une réalité historique que J. Habermas présente comme la preuve de la dégénérescence de l'espace public. » (BENRAHHAL SERGHINI et MATUSZAK, 2009 : 3). Si ces critiques ont été nuancées par la suite et resituées dans une époque qui n'était pas celle de la « démocratie de masse » que connaît l'Occident contemporain, il n'en reste pas moins qu'elles ont affaibli l'acuité de l'analyse d'Habermas sur la place des mouvements sociaux et des médias dans la construction de l'espace public.

Dans le registre qui concerne les mobilisations collectives contre le sida, toutes les analyses ont convergé pour que la réponse au sida soit portée par le plus grand nombre de groupes sociaux, afin que l'espace public en soit le socle, le miroir et l'accélérateur. Dans le contexte africain, les obstacles furent nombreux pour que ce dessein politique et pragmatique voie le jour. Et ce fut justement une des principales difficultés de la communication sociale qui est restée portée pendant les années 1980 et 1990 par les professionnels de la santé publique. Ils ont été rejoints depuis le début des années 2000 par un renouveau des mobilisations collectives qui donne un nouveau sens à ce combat et auquel les sciences sociales sont peu ou prou associées (EBOKO *et al.*, 2011).

Le hasard des rencontres peut nous soumettre à des échanges avec des artistes, en l'occurrence des écrivains. Un exemple d'une jeune écrivaine qui s'est documentée sur le VIH au Cameroun et qui vient de publier un roman montre comment ce type de collaboration est possible, entre sciences sociales et littérature. Il laisse entier la latitude et la liberté de l'écrivaine qui permettent la fiction, tout en offrant au public un support artistique, ludique. L'exemple de *Si d'aimer* de l'auteure Hemley BOUM (2012) est assez illustratif de ce champ où la différence se fait moins entre « la vérité » et « l'extrapolation » qu'entre le talent littéraire et son absence. En l'occurrence,

le roman d'Hemley Boum est une réussite, de tous les points de vue : littéraire, anthropologique et sociologique.

Sciences biomédicales, société et sciences sociales : une médiation politique

En 1996, le Cameroun est réputé être le pays d'Afrique centrale ayant connu l'expansion la plus forte de l'épidémie à VIH, passée de 0,5 % en 1988 à 5,5 % en 1995, suivant les modes de calcul de l'époque. Dans ce contexte, les autorités de santé publique avaient pratiquement le monopole de la parole publique sur le VIH/sida, dans les médias. Relayés par la presse, ces messages de sensibilisation prenaient des tournures moralistes, voire catastrophistes et souvent contre-productives. Dans cette perspective, c'est une sorte de « silence » lourd de « sens » (VIDAL, 1996) qui occupait ce qui aurait dû constituer un « espace public », c'est-à-dire un champ de débats et de libération de la parole. Entre « l'intime et le politique » (EBOKO, 2004), les chercheurs, les responsables du Programme national de lutte contre le sida (PNLS), tentaient de trouver les voies et les moyens par lesquels s'adresser au plus grand nombre, au-delà des « groupes cibles » concernés par la mobilisation des pairs-éducateurs (prostituées, transporteurs, scolaires et étudiants du supérieur, etc.).

C'est dans ce contexte qu'un chercheur de l'IRD, à l'époque au Cameroun, a tenté de nourrir à sa manière la sensibilisation des étudiants de l'université de Yaoundé. Médecin et anthropologue biologique, spécialiste de l'histoire et de l'analyse génétique des peuplements humains, Alain Froment savait, enquête à l'appui, que les étudiants étaient particulièrement exposés au VIH. Ce qu'Alain Froment considérait comme leur « déni » de la maladie était un sujet de préoccupation personnelle et scientifique du chercheur. C'est dans ce contexte qu'il a reçu le doctorant en sciences sociales que j'étais, en tentant de mettre à profit la thématique qui était la mienne

(« Pouvoirs, jeunesse et sida », [EBOKO, 2002]), pour porter la contradiction dans les espaces publics dans lesquels ses étudiants se réunissaient. Cette expérience offre le premier point des logiques et des apories de la diffusion des savoirs dans l'espace public, en ce qu'il met en concurrence plusieurs types de « savoirs » et de « priorités ». Cette compétition des « discours » nous rappelle, à la suite des théoriciens de la connaissance, que les sciences sont aussi des « croyances » dont les modes de validation et de légitimation consacrent des connaissances qui peuvent aussi ne pas atteindre certaines cibles si leurs mécanismes et registres d'intériorisation des savoirs, leurs vécus, ne sont pas pris en compte. Rabelais disait : « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Chacun sa « vérité », chacun ses priorités : les cercles de la dissonance

Réunis en associations baptisées « commissions Cheikh Anta Diop » (pour la promotion de l'œuvre du philosophe historien sénégalais), des lycéens et des étudiants de l'université de Yaoundé commémoraient en février 1996 le dixième anniversaire de la mort du chercheur. À cette occasion, plusieurs manifestations et conférences étaient organisées au cours de ce mois-là dans la capitale camerounaise. Alain Froment a donc invité le doctorant venu de Bordeaux à assister à ces échanges pour « placer » la question de la sensibilisation et de la prévention contre le sida dans les débats.

Alain Froment est un spécialiste de l'histoire des peuples et des civilisations d'Afrique. Il connaît bien l'œuvre de Cheikh Anta Diop (FAUVELLE, 1996a et b) et il ne partage pas certaines conclusions du savant sénégalais et encore moins l'interprétation qu'en font les disciples du célèbre auteur, même s'il le trouvait « fort sympathique ». Leurs disputes (Alain Froment *versus* les membres des « commissions Cheikh Anta Diop ») et leurs rencontres sont

nombreuses. Pour les jeunes de ces « commissions », la civilisation égyptienne est à l'origine de toutes les autres civilisations. Et les « Pharaons » étaient des Africains noirs. Donc, les Africains sont à la source de toutes les civilisations. Alain Froment fustige la théorie diffusionniste qui est au principe du syllogisme précédent. Pour ses interlocuteurs, le chercheur IRD est devenu leur « ennemi », lequel se fait de temps en temps éconduire de leurs manifestations publiques auxquelles il met un point d'honneur (et un certain plaisir) à se rendre.

Alain Froment m'invite donc en tant que doctorant travaillant sur le sida au Cameroun, notamment sur les perceptions et pratiques des jeunes en temps de sida, à aller échanger sur son thème (le sida) auprès d'un public qui est assez large et qui génère une audience juvénile importante.

Le discours public et les questions posées sur le sida à l'auditoire sont jugés irrecevables. Je prends la parole après deux interventions sur l'œuvre et l'actualité de la « pensée complexe » de Cheikh Anta Diop, présentées par deux étudiants camerounais. Au cours des deux interventions des disciples de l'intellectuel que l'on célèbre, il a beaucoup été question des « jeunes en Afrique », des « générations futures », de l'apport attendu de cette jeunesse africaine à l'édification du monde contemporain. J'en profite donc pour demander à l'auditoire ce qu'il compte réaliser dans le cadre de la sensibilisation de cette jeunesse au péril du sida au Cameroun. Un des aînés et responsables de la « commission » prend la parole et dit, non sans condescendance : « petit frère, avant de venir poser des questions, tu devrais mieux te renseigner et t'informer sur les causes du sida, d'où il vient et comment cette maladie a été fabriquée (...) ». Je réponds que je suis issu de deux laboratoires dont un est spécialisé dans la recherche en sciences sociales et en santé publique sur le sida et qu'à ce titre, je pense savoir de quoi je parle. Par ailleurs, ai-je poursuivi, si tant est qu'un complot ait existé, « la maison brûle, avant de trouver le pyromane ne faut-il pas chercher les moyens pour sauver ceux qui sont à l'intérieur ? » Je poursuis par l'idée que ce type de réunions représente des espaces idoines pour sensibiliser les jeunes à l'utilisation du préservatif et, plus largement, au risque lié à l'infection à VIH. La thèse du complot m'est de nouveau opposée, mais le débat est lancé, d'autant que j'ai pu me présenter et dire quelques

mots sur les enquêtes auprès des jeunes urbaines et des autorités en charge de la lutte contre le sida au Cameroun.

Le « silence » parle de « l'intime », l'espace public abrite « le social »

Dans un contexte où peu de personnalités publiques (politiques, artistes, intellectuels, sportifs, etc.) prenaient la parole sur le thème du sida, l'espace public au sens habermassien n'existait quasiment pas. Implicitement, l'intuition d'Alain était qu'il fallait l'inventer *via* des débats auxquels ses litiges et ses confrontations houleuses avec les héritiers de Cheikh Anta Diop l'empêchaient de prendre part. Notre proximité relationnelle ouvrait des pistes paradoxales à mon travail et offrait des éléments de réflexion féconds sur « le sida dans l'espace public ». En effet, au sortir de la réunion avec la commission Cheikh Anta Diop, deux jeunes se sont successivement et discrètement portés volontaires pour échanger avec moi. Le premier a argué qu'il était en accord avec ma position, mais qu'il ne pouvait pas le dire devant ses pairs et surtout devant ses aînés. Il prit donc mes coordonnées pour un entretien ultérieur, tout en m'assurant qu'il était parfaitement au courant du risque que représentait le sida. Le second argua qu'il n'avait pas voulu répondre en public non par peur de contrarier ses camarades, mais parce que j'étais avec leur « ennemi » (A. Froment) et qu'il n'avait aucune intention de parler de son intimité devant un « ennemi » qui, dit-il, leur causait du tort avec ses prises de position contre les arguments contenus dans l'œuvre de C. Anta Diop. L'auditoire a été dispensé de la diatribe sur le racisme à laquelle Alain Froment me dit qu'il avait fait face à plusieurs reprises, puisque l'évidence de la proximité entre Alain Froment et moi, d'origine camerounaise comme en atteste mon nom, rendait difficile cet argument, en tous les cas ce jour-là.

Deux enseignements ont orienté ma réflexion sur l'espace public et le champ du sida, à cette époque, à partir de l'exemple du Cameroun. La première est liée au fait que cet « espace public » devait être

socialement construit, au-delà des acteurs institutionnels et associatifs impliqués dans « la lutte contre le sida ». En effet, la confrontation de plusieurs paroles dans des débats contradictoires nécessite que chaque locuteur reconnaisse la légitimité des autres intervenants et qu'ils soient tous réunis autour d'une thématique qu'ils jugent également fondée et légitime, au-delà de leurs divergences. Dans ce registre, la posture d'Alain Froment, basée sur l'urgence d'occuper l'espace public à partir de la question du sida, était intenable et sa parole inaudible, à partir du moment où ses « contradicteurs » se sentaient être surtout les « cibles » de ses critiques scientifiques. La portée de la parole dans l'espace public dépend aussi de la place accordée au locuteur et de la capacité des « récepteurs » d'entendre le discours, par-delà leurs expériences individuelles (confrontation directe ou indirecte à la maladie ou pas). En théorie de la connaissance, ces mécanismes qui échappent à l'expérience, mais qui s'imposent à l'acceptation des individus se nomment des « connaissances inférentielles », « c'est-à-dire des connaissances qui dépendent logiquement de la vérité d'autres croyances, plus ou moins nombreuses »¹. Dans ce cadre, il faut mettre du côté de la philosophie empiriste (John Locke, David Hume), celles et ceux pour qui ce sont les « preuves » de l'existence du sida qui pourraient les convaincre. De l'autre côté, se trouve la construction sociale de l'espace public qui repose sur une philosophie « rationaliste » (René Descartes, Karl Popper, Jules Vuillemin) et de « l'expérience », c'est-à-dire qui postule l'intervention de locuteurs audibles et qui se fonde sur la reconnaissance des appréhensions légitimes des récepteurs (la peur, la pudeur, le doute, l'angoisse, les doutes, etc.), ainsi que leurs vécus personnels et collectifs. La synthèse de ces deux courants, soutenue par exemple par Rudolf Steiner, est au principe de la mobilisation « acceptable et raisonnable » à laquelle les sciences sociales peuvent contribuer. C'est aussi le sens qu'il faut donner à l'anthropologie du « singulier » de Laurent VIDAL (2004), à l'anthropologie des « situations de vie » de Claude RAYNAUT (2001), à la sociologie de l'expérience de François DUBET (1994) ou, de manière connexe, à une sociologie du sujet chez DUBET et WIEVIORKA (1995) et TOURAINE (1994), par

¹ http://wikipedia.orange.fr/wiki/Philosophie_de_la_connaissance

exemple. Ces filiations épistémologiques posent les jalons de ce qui nous fait dire que « l'anthropologie du sida est une sociologie de l'expérience » (EBOKO, 2004), sans laquelle la science reste un dogme ou une croyance, parmi d'autres croyances et le « risque-sida », une contingence parmi d'autres.

Alain Froment basait ses préoccupations sur des chiffres et des enquêtes qui montraient que la première cause de morbidité au centre médico-social des universités de Yaoundé et de Douala étaient les maladies sexuellement transmissibles (FROMENT, s. d. ; TCHUPO *et al.*, 1992) dont on savait déjà, de manière incontestable, qu'elles étaient des facteurs de risque pour l'infection à VIH et des indicateurs importants de relations sexuelles non protégées. Pour autant, sa position dans le contexte idéologique des débats sur l'origine kamite des Pharaons et de la civilisation égyptienne obstruaient toute autre forme d'investissement dans les débats publics. Pire, le courage dont il faisait preuve (pris à parti, menacé, éconduit, etc.) était lui-même suspect, en raison du fait que ses interlocuteurs se demandaient pourquoi un homme prenait autant de risques pour faire valoir qu'un intellectuel, dont l'œuvre était peu relayée dans le domaine académique officiel, avait tort.

En réalité, cet espace public, dans ce contexte précis, était un événement impossible, un espace vide. En effet, les deux bouts de la chaîne du débat ne parlaient pas de la même chose, au-delà des mots « Afrique », « Égypte ancienne », « identité africaine », puis « sida », etc. Dans la première publication qui a suivi ce premier « terrain », je devais conclure de la manière suivante :

« Les étudiants camerounais et les jeunes diplômés frappés par la crise économique s'insurgent intellectuellement contre le discours anti-sida. (...) L'œuvre de Cheikh Anta Diop sert de support à cette idéologie qui dénonce l'exclusion économique et la dévalorisation identitaire du continent. (...) Sous couvert d'un discours qui se veut scientifique, l'idéologie déployée dans ces cercles "endogènes" qui prônent "la pensée complexe", articule provocation et érudition. (...) Ils utilisent surtout le recours symbolique de clamer, au moins en public, le pouvoir de décider de leurs sexualités, donc de leur "liberté". Y compris à travers des propos volontairement suicidaires

puisqu'ils sont, dans leur majorité, conscients de ce que peut avoir de scandaleux le fait d'affirmer "le sida, je m'en fous !". Ils placent leur quête de sens en opposition radicale au pouvoir public, à la mondialisation et cœur de la manifestation au monde et à l'État qu'ils veulent être reconnus et valorisés » (EBOKO, 1996 : 143-144).

Pour autant, cette immersion dans le champ de sociabilité de plusieurs groupes de jeunes à Yaoundé et Douala m'a conforté dans l'idée que l'accession de la parole sur le sida au rang de vecteur d'un débat dans l'espace public était une nécessité pour la prévention et la sensibilisation contre l'expansion de la pandémie du sida.

L'engagement et la distanciation

Au cours d'enquêtes dans quatre villes camerounaises (Yaoundé, Douala, Limbe, Bamenda) de 1995 à 2001, j'ai interrogé plus d'une centaine de jeunes de 15 à 30 ans et effectué une tournée de questionnaires dans des établissements scolaires (256 questionnaires). Sur toutes ces rencontres auxquelles il faut ajouter plus d'une centaine d'entretiens informels, j'ai essuyé un seul refus. Parmi celles et ceux avec lesquels je me suis entretenu, une seule personne, un garçon de 22 ans à l'époque, m'a dit ne pas croire en l'existence du sida. Paradoxalement, c'est sans doute celui qui s'est montré le plus inquiet par la suite sur son statut sérologique ou la possible conversion de celui-ci, puisqu'il n'avait pas effectué de test au VIH/sida. En revanche, la majorité des personnes que j'ai rencontrées parlaient de « tabou » dans la société camerounaise à propos de cette épidémie et de ce qu'elle recouvrait comme appréhensions par rapport à la parole intime.

Les résultats de cette première génération de travaux (EBOKO, 1996, 1999a et b, 2000, 2003, 2004) et ceux qui ont suivi, davantage orientés vers l'analyse des politiques publiques (2005a et b), plaçaient la question du leadership politique en enjeu majeur de la lutte contre le sida. Ces résultats soulignaient aussi la nécessité de

favoriser la libération de la parole concernant cette maladie. Par ailleurs, plusieurs recherches ont montré le lien entre la fragilité des États africains et la dissonance d'avec les organisations internationales qui en faisaient des objets de critique trop commodes (DOZON et FASSIN, 1989, 2001). D'autres travaux ont mis en lumière la vacuité du débat sur le sida dans les pays africains et les autres priorités économiques et politiques qui expliquaient l'absence de ce problème dans cet espace public habermassien (GRUÉNAIS *et al.*, 1999 ; EBOKO, 2005a).

« Comprendre pour agir »²

Il n'en demeurerait pas moins que ces données, résultats et analyses issus des sciences sociales pouvaient constituer une base pour agir, suivant le slogan de l'époque « comprendre pour agir ». Dans ce contexte, plusieurs pistes ont été explorées par nos soins, sachant qu'il était question de franchir un seuil et aller au-delà des normes et codes de nos disciplines. En effet, le travail avec les jeunes en milieu urbain (déscolarisés, collégiens, lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, cadres, etc.), en groupes et individuellement, nous a permis de comprendre que chacun reconnaissait le problème, en théorie (le risque lié au VIH), savait comment s'en protéger (recours au préservatif notamment), mais la majorité disait se heurter au problème de la parole sur le VIH/sida avec des partenaires chez lesquels elle pouvait générer un soupçon de la part de l'autre (« tu as un problème ? ») ou un éventuel opprobre (« tu me prends pour qui ? »). Le seul fait qu'il y ait une parole extérieure entendue simultanément par les uns et les autres leur donnait l'occasion de pouvoir s'y référer, sans soupçon pour soi et pour l'autre. C'est dans cette optique que j'ai choisi la presse écrite quotidienne. Deux

² Slogan de la revue *Sociétés d'Afrique & Sida* fondée par Claude Raynaut au sein du laboratoire « Santé, Sociétés, Développement » (CNRS, Bordeaux 2) dans les années 1990.

pistes ont été explorées : la « lettre ouverte au président de la République », d'une part, et le récit de la construction de la première association des personnes vivant avec le VIH au Cameroun, d'autre part.

■ Lettre ouverte, lettre morte ?

L'évolution de mon engagement, à partir de mes connaissances de terrain, pourrait se résumer en la volonté de faire circuler la parole, donc de mobiliser les stimuli susceptibles de rendre publiques les discussions sur le sida au-delà des alcôves médicales. La « Lettre ouverte au président de la République. Pour un engagement au sommet dans la lutte contre le sida »³ avait plusieurs objectifs. Comme toute « lettre ouverte », elle avait un destinataire qui était un moyen de s'adresser au plus grand nombre, de manière prétendument pédagogique, avec un langage accessible aux lecteurs de tous horizons. La lettre est publiée en juillet 1997, à l'occasion de mon second terrain. Le contexte politique (élections présidentielles et législatives) très tendu (EBOKO, 1999b) et l'hypersensibilité du grand public à la moindre parole du chef de l'État, entre critiques, railleries et plaisanteries de tous ordres, m'ont fait penser qu'un message fort de sa part pourrait permettre aux citoyens de se saisir de cette thématique, sans référence à leurs vies intimes. Je rappelais également au président du Cameroun qu'il était de sa responsabilité institutionnelle de veiller à la protection de ses compatriotes, après avoir rappelé succinctement la progression exponentielle de la séroprévalence au VIH/sida dans le pays depuis le premier cas de sida diagnostiqué en 1985. Il s'agissait dans un dernier paragraphe de faire passer un message de solidarité envers les personnes vivant avec le VIH, en proie à une stigmatisation forte pour celles dont l'infection avait été rendue publique.

³ *Mutations* (hebdomadaire), Yaoundé, juillet 1997.

Le chef de l'État, comme l'on pouvait s'y attendre, n'a pas répondu à la lettre qui lui était incidemment adressée. Pour autant, la lettre a été lue par les quelques milliers de lecteurs du journal, Les conséquences appréhendées par mes proches (« représailles », « menaces », etc.), collègues et amis, n'ont pas eu lieu, ni au moment de la publication ni après.

Dans une situation où aucun groupe social n'exerçait de pression sur les autorités politiques et encore moins sur le chef de l'État, il n'y avait aucune raison que ce dernier répondît à la lettre ouverte d'un doctorant en science politique, venu de Bordeaux et de passage au Cameroun. C'est ce type de configuration sociale qui a poussé Jean-Pierre Dozon à parler d'une « nécessaire politisation du sida en Afrique » (DOZON, 1999), de la même manière que Marc-Éric Gruénais et ses collègues soulignaient que cette question avait du mal à s'ériger en question politique (GRUÉNAIS *et al.*, 1999).

Il a donc fallu, dans le registre de la conversion hypothétique des enseignements de terrain en « cause politique », changer de registre. En travaillant avec les associations, ce sont d'autres pistes d'exploration de l'espace public qui se sont ouvertes.

Plaidoyers associatifs

En 1997, j'ai rencontré les responsables de la première association des personnes vivant avec le VIH : l'Association des frères et sœurs unis (Afsu), créée en 1993-1994. En m'ayant permis de rencontrer des membres de l'association et, au-delà, des patients infectés par le VIH et suivis grâce à un programme de recherche de l'IRD et de l'hôpital militaire de Yaoundé (EBOKO, 2011), le leader de cette association que j'ai surnommé Andrew m'a donné l'occasion d'explorer de l'intérieur les attentes et les difficultés de communication de l'Afsu et des PVVIH en général, à cette époque. De la même manière, mon intégration au sein des réunions de l'association me donnait l'occasion de perdre un peu en candeur. La première communication que j'ai rédigée au bénéfice de l'association et

destinée à une revue dénonçait des détournements de fonds dont étaient victimes des membres de l'association, selon des témoignages recueillis auprès d'eux. Ce sont les victimes de ces exactions qui me dissuadèrent de cette forme de publication avec des arguments sans appel : « ce sera pire après ». Sans compter les menaces en diffamation qui pesaient sur l'association en cas de divulgation des problèmes financiers qui les mettaient en opposition avec des acteurs importants de lutte contre le sida au Cameroun, faute de « preuves » irréfutables, à leurs yeux. Néanmoins, il restait à l'association et aux autres structures homologues une volonté de s'adresser au grand public. Deux objectifs présidaient à cette ambition : lutter contre la stigmatisation et favoriser la solidarité du plus grand nombre, y compris la solidarité matérielle.

Les membres de l'association ont pensé payer un encart publicitaire dans la presse écrite pour présenter leur structure. J'ai donc effectué une contre-proposition, laquelle consistait à écrire un article présentant l'association, le vécu des membres, les enjeux sociaux que représentait leur « isolement » et les bénéfices que la société tout entière pouvait tirer de la solidarité avec les personnes vivant avec le VIH. L'article a été présenté au rédacteur-en-chef de l'époque du journal *Mutations*. Comme pour la lettre ouverte au président camerounais, Alan-Blaise Batongue a adhéré à l'idée et a fait passer l'article, sans aucune tractation financière. Je ne payais rien au journal qui, en retour, ne me donnait aucune rémunération. Cet accord « gagnant-gagnant » a permis la publication de l'article : « Vivre avec le VIH au Cameroun. À partir de l'Association des frères et sœurs unies »⁴.

Une décennie plus tard, la situation avait profondément changé et les sciences sociales, *via* des projets de recherche d'envergure, pouvaient avoir accès aux médias, mais aussi et surtout à des échanges réguliers et institutionnalisés avec les autorités sanitaires et les associations, sous forme de « restitutions ». Si celles-ci sont désormais des nécessités éthiques dans le domaine de la recherche sur le VIH, elles ne sont pas indemnes d'apories ou de contingences parfois inattendues.

⁴ *Mutations*, Yaoundé, mai 1998.

Restituer au pluriel

Restituer et réagir à l'imprévu

Dans ce registre, il s'agit soit de rendre publics les résultats de nos recherches, soit d'intervenir dans les grands débats internationaux ou nationaux qui concentrent des découvertes et des enjeux qui vont de la santé publique à la médecine, de la recherche biomédicale aux questions sociétales. Prises dans des interstices multiples, les sciences sociales sont confrontées à des champs sociaux où leur langage est sujet à des formes d'interprétation savante et profane, du fait de la proximité illusoire entre les savoirs des sciences sociales et le sens commun. Ces deux échelles (restitution auprès de publics cibles comme les associations, les décideurs, etc., d'une part, et les médias, d'autre part) qui ne sont pas des cadres de prédilection de la recherche sont devenues nécessaires, dans le contexte d'une pandémie qui en appelle à toutes les formes de synergies, de secteurs et de savoirs.

Ainsi, dans le cadre du vaste programme d'évaluation de l'accès décentralisé au traitement du sida au Cameroun (2006-2008)⁵, sollicité par le gouvernement camerounais et financé par l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales (ANRS, Paris), des restitutions de plusieurs types dans « l'espace public » ont été organisées. La première, auprès du ministre de la Santé publique du Cameroun, eut lieu à des milliers de kilomètres du Cameroun et de l'Afrique. En effet, l'ANRS a invité le ministre de la Santé publique à une restitution des premiers grands résultats de ces travaux de recherche, sous forme de session satellite lors de la conférence internationale sur le sida qui s'est tenue à Mexico début août 2008 (voir encadré ci-dessous).

Une seconde restitution a eu lieu, un an et demi plus tard, en mars 2010 à Yaoundé, à l'occasion de la publication du livre qui synthétisait tous les résultats issus de vastes programmes (EBOKO *et al.*,

⁵ Voir EBOKO *et al.*, 2010.

La scène : conférence internationale sur le sida, Mexico 2008

Restitution des résultats partiels de l'évaluation de l'accès décentralisé au traitement du sida au Cameroun

Les acteurs

Le ministre de la Santé publique du Cameroun, invité par le directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales (ANRS, Paris) qui finance ce travail.

Les militants français et camerounais, en lutte contre « l'homophobie », entre autres.

Les chercheurs qui restituent leurs résultats.

Un large public.

L'enjeu

Empêcher le ministre de se retrouver dans une situation inextinguible pour lui et « empêcher » le militant camerounais qui l'interpelle de connaître un inconfortable retour au bercail. Si le ministre répond qu'il est contre les lois de son pays, il risque d'être démis de ses fonctions. S'il répond qu'il comprend ces lois, c'est dans la salle qu'il va recevoir un opprobre généralisé. Auquel cas, la liberté du jeune militant camerounais (qui repart dans son pays à peu près en même temps que le ministre) peut être remise en question.

Il s'est agi de répondre, pour le chercheur et la coordonatrice du site ANRS Cameroun, à l'interpellation en proposant de rappeler les travaux menés officiellement au Cameroun sur « homosexualité et VIH » (AWONDO, 2012 ; GUEBOGUO, 2009) et en insistant sur le fait que le changement face à la situation camerounaise (législation anti-homosexuelle) ne peut être de la responsabilité (unique) d'un ministre de la Santé nommé quelques mois auparavant. Pour les militants, il s'est agi de remettre la mobilisation contre l'homophobie au centre du débat... Pour nous, présents à la tribune, en face du ministre assis au premier rang, il est question de « bricolages méthodologiques » et de « diplomatie », voire de bon sens, au-delà de la restitution *stricto sensu* des résultats.

2010). À cette occasion, c'est le ministre qui a présenté les résultats, solennellement, à la presse et au grand public réunis dans un grand hôtel de la ville de Yaoundé. La réappropriation des résultats par le ministre de la Santé, livre à la main, la précision de la synthèse et la qualité de la restitution attestaient de la construction institutionnelle d'un lien entre chercheurs et décideurs. Pour arriver à ce résultat, des dizaines de réunions ont eu lieu, plus d'une cinquantaine de chercheurs camerounais et français ont été mobilisés pendant plus de deux ans, des dizaines de publications scientifiques, relevant de

plusieurs disciplines, ont été réalisées, des réunions se sont déroulées à l’OMS. Entre les premiers attermoissements de la fin des années 1990 et les avancées dans l’espace public désormais vivant depuis la première décennie des années 2000, il s’agit, au propre et au figuré, d’un changement de siècle. Il atteste également de la « révolution thérapeutique » que connaît l’Afrique subsaharienne avec la massification de l’accès aux antirétroviraux et de la mutation sociale que connaît le champ du sida, érigé désormais en espace public dans lequel siègent les associations qui constituent de plus en plus un contre-pouvoir relayé par les médias. Au sens habermassien, c’est la naissance d’une « opinion publique » qui renvoie nos tentatives d’interpellation publique d’il y a quinze ans au rang de bricolage méthodologique ou d’initiation aux pré-requis de la naissance d’un espace public dédié à la réponse collective à la question du sida.

Des collaborations « hors pair »

En juin 2011, une écrivaine camerounaise vivant en France est en train de rédiger son second roman. Elle a décidé de consacrer l’arrière-plan d’une histoire dont les personnages sont liés d’amours et d’amitiés, à l’infection à VIH, dans la capitale économique du Cameroun. Pour sa documentation, Hemley Boum, ancienne étudiante de l’anthropologue Séverin Cécile Abega à l’Université Catholique d’Afrique centrale à Yaoundé, diplômée ensuite d’une grande école française, décide de s’appuyer sur deux piliers : la médecine et les sciences sociales. Elle échange donc dans un premier temps auprès d’un médecin, spécialiste du VIH en Belgique. Puis, dans un second temps, elle collecte des articles sur le sida en sciences sociales en lien avec l’Afrique et, en particulier le Cameroun. C’est dans ce contexte qu’elle découvre les nombreux travaux sur le VIH/sida au Cameroun, notamment le livre de synthèse évoqué plus haut. Suite à une mise en contact à partir d’une relation commune, Hemley me soumet des parties de son manuscrit et m’interroge sur mes travaux et ceux de mes collègues, comme moi je l’interroge sur son travail et ses sources d’inspiration.

Un des intérêts sociologiques de l'œuvre d'Hemley Boum réside dans le fait que ses personnages centraux sont issus de la « classe moyenne supérieure » de Douala, ceux-là même qui m'avaient fait écrire : « Les modalités d'incitation à la prise de conscience chez les jeunes peuvent être sujettes à caution dans la mesure où certaines catégories de jeunes adultes "JCD" (jeunes cadres dynamiques) ne se reconnaissent pas dans les définitions "scolaires" ou marginales ("prostituées") qui stigmatisent les groupes cibles » (EBOKO, 1996 : 138).

Hemley Boum décrit un couple de jeunes cadres diplômés, vivant dans les beaux quartiers de Douala et lié par un amour incontestable qui remonte à leur adolescence. Ils sont entourés par des personnages qui les relient à d'autres catégories sociales de la ville de Douala, dont les « expatriés », tout comme le prolétariat urbain *via* différentes rencontres. Dans ces réseaux de sociabilité qui s'enchevêtrent et qui sont traversés par le voyage forcé d'une fille vers la France (réseau prostitutionnel), par ailleurs en relation avec le mari, intervient l'infortune de l'infection par le VIH. L'histoire est passionnante, drôle parfois, dure par moments, intimiste et pudique, traversée par une analyse sociologique dont les écrivains ont le secret. Ce roman s'est appuyé sur des parcours soit vraisemblables, soit réels qui ont l'avantage de la fiction dont le talent éclaire la réalité. Dans ce roman intitulé *Si d'aimer* (BOUM, 2012), l'auteure insiste sur la porosité des réseaux de transmission du VIH/sida et dénonce implicitement la focalisation sur les « groupes cibles » que nous avons explicitement dénoncée. Elle écrit :

« Je suis une fille bien, je veux dire respectable. Je l'ai toujours été. J'ai été la petite fille modèle de mes parents, une étudiante brillante et sage. Je mène une carrière enviable dans une société internationale. J'ai épousé l'homme que j'aimais, un ami d'enfance [...]. Moi Salomé Lissouck, née Bema, la fierté de mon père, l'intouchable, l'inaccessible Salomé, je ne peux pas avoir le sida ! [...] Il ne peut s'agir que d'une méprise. Tout le monde le sait, cette maladie est réservée aux filles faciles, aux filles de rien [...]. Moi je suis tout le contraire, une fille bien, avec des principes et des valeurs, alors je ne suis pas concernée, je ne fais pas partie des populations à risque. Je peine à réaliser l'énormité de la nouvelle. » (BOUM, 2012 : 11-12).

Cette idée rejoint l'analyse que nous, les collègues et moi-même, produisons, d'un terrain à l'autre, mais des mots et un langage des sciences sociales, assez éloignés pour ce qui concerne les publications, de ce qui peut toucher la corde sensible des lecteurs ordinaires :

« La relative univocité moralisatrice des messages qui lui sont destinés [à la jeunesse NDLR], les messages qui lui sont destinés et surtout les interprétations collectives et individuelles qui en découlent mettent en avant une sorte de trône au sein duquel tous les "jeunes" ne se reconnaissent pas forcément : vagabondage-prostitution-préservatif » (EBOKO, 1996 : 139).

À la fin du mois de septembre 2013, pour la première fois dans l'espace public camerounais, à Douala et à Yaoundé, une écrivaine va parler du VIH/sida à partir d'une fiction qui flirte avec la réalité décrite dans la recherche scientifique, avec des mots et une compétence artistique qui offrent à l'espace public la saveur de l'art et l'écho du talent. C'est une sorte de supplément d'âme qui justifie de réfléchir sur ce type de « collaborations hors pair » sans lesquels les croyances s'opposent là où la connaissance doit s'imposer. Dans ce cadre, les chercheurs ne sont pas toujours les mieux armés pour faire vivre leurs connaissances.

Dans ce registre, Albert Camus expliquait :

« En psychologie comme en logique, il y a des vérités, mais point de vérité. Le "connais-toi toi-même" de Socrate a autant de valeur que le "sois vertueux" de nos confessionnaux. Ils révèlent une nostalgie en même temps qu'une ignorance. Ce sont des jeux stériles sur de grands sujets. Ils ne sont légitimes que dans la mesure exacte où ils sont approximatifs » (CAMUS, 1942 : 36-37).

D'une discipline à l'autre, d'un groupe de professionnels à l'autre, d'un champ à l'autre, il est question de repenser nos collaborations dans le sens d'une diffusion la plus opportune de nos savoirs dans l'espace public. Il faut sans doute laisser la parole à Salomé, l'héroïne de Hemley Boum, qui dit ce que nous aimerions partager pour la consolidation d'un espace public qui valorise nos connaissances sans les galvauder.

« L'heure est venue pour moi d'avancer sans filet. Il est temps de rompre le cercle pervers des solitudes additionnées que rien ne soulage » (BOUM, 2012 : 372).

Bibliographie

- AWONDO S. P., 2012 – *Homosexualité, sida et constructions politiques. Ethnographie des trajectoires entre le Cameroun et la France*. Thèse de doctorat d'anthropologie, Paris, EHESS.
- BENRAHHAL SERGHINI Z., MATUSZAK C., 2009 – Lire ou relire Habermas : lectures croisées du modèle de l'espace public habermassien. *Études de communication* [En ligne], 32/2009, mis en ligne 2011, consulté le 9 juin 2013. URL : <http://edc.revues.org/868>
- BOUM H., 2012 – *Si d'aimer...* Éditions La Cheminante.
- CAMUS A., 1942 – *Le mythe de Sisyphe. Essai sur l'absurde*. Paris, Gallimard – Folio/Essais.
- DOZON J.-P., 1999 – « Une nécessaire politisation du sida en Afrique ». In Gruénais M.-É. (éd.) : *L'organisation de la lutte contre le sida en Afrique. Une problématique État/société civile*, Paris, rapport ANRS/IRD.
- DOZON J.-P., FASSIN D., 1989 – Raison épidémiologique et raisons d'État. Les enjeux sociopolitiques du sida en Afrique. *Sciences sociales et Santé*, 7 (1) : 21-36.
- DOZON J.-P., FASSIN D. (dir.), 2001 – *Critique de la santé publique. Une approche anthropologique*. Paris, Balland.
- DUBET F., 1994 – *Sociologie de l'expérience*. Paris, Le Seuil.
- DUBET F., WIEVIORKA M. (dir.), 1995 – *Penser le Sujet. Autour d'Alain Touraine*. Paris, Fayard, colloque de Cérisy.
- DURKHEIM E., 1950 – *Leçons de sociologie*. Paris, PUF, coll. Quadrige.
- EBOKO F., 1996 – L'État camerounais et les cadets sociaux face à la pandémie du sida. *Politique africaine*, 64 : 135-145.
- EBOKO F., 1999a – Logiques et contradictions internationales dans le champ du sida au Cameroun. *Autrepart*, 12 : 123-140.
- EBOKO F., 1999b – « Les élites politiques au Cameroun : le renouvellement sans renouveau ? ». In Daloz J.-P. (éd.) : *Le (non-)renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Bordeaux, CEAN : 99-133.
- EBOKO F., 2000 – « Risque-sida, pouvoirs et sexualité. La puissance de l'État en question au Cameroun ». In Courade G. (éd.) : *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*, Paris, Karthala : 235-262.
- EBOKO F., 2002 – *Pouvoirs, jeunesse et sida. Politique publique, dynamiques sociales*

- et constructions des Sujets*. Thèse de doctorat de science politique, CEAN Institut d'études politiques de Bordeaux, université Montesquieu Bordeaux 4, 490 p.
- EBOKO F., 2003 – « Le sida en Afrique. La perspective globale d'un drame local. À partir de l'exemple du Cameroun ». In Gobatto I. (dir.) : *Les pratiques de santé dans un monde globalisé*, Paris, Karthala-MSHA : 47-80.
- EBOKO F., 2004 – « De l'intime au politique : le sida en Afrique, un objet en mouvement ». In Vidal L. (éd.) : *Les objets de la santé, Autrepart*, 29 : 117-133.
- EBOKO F., 2005a – Sida : des initiatives locales sous le désordre mondial. *Esprit* « Vues d'Afrique », août-septembre : 200-211.
- EBOKO F., 2005b – Politique publique et sida en Afrique. De l'anthropologie à la science politique. *Cahiers d'études africaines*, XLV (2), 178 : 351-387.
- EBOKO F., 2011 – Soigner le sida en Afrique. Entre recherche scientifique et engagement humanitaire. *Ethnologie française*, XLI, 3 : 497-507.
- EBOKO F., 2013 – « Déterminants socio-politiques de l'accès aux antirétroviraux en Afrique : une approche comparée de l'action publique contre le sida ». In Possas C., Larouzé B. (éd.) : *Propriété intellectuelle et politiques publiques pour l'accès aux antirétroviraux dans les pays du Sud*, Paris, ANRS, coll. Sciences sociales et sida : 207-224.
- EBOKO F., ABÉ C., LAURENT C. (éd.), 2010 – *Accès décentralisé au traitement du VIH/sida. Évaluation de l'expérience camerounaise*. Paris, ANRS, coll. Sciences sociales et sida, 324 p.
- EBOKO F., BOURDIER F., BROQUA C. (éd.), 2011 – *Les Suds face au sida. Quand la société se mobilise*. Marseille, IRD Éditions, 400 p.
- FAUVELLE F.-X., 1996a – *L'Afrique de Cheikh Anta Diop. Histoire et idéologie*. Paris, Karthala.
- FAUVELLE F.-X., 1996b – Cheikh Anta Diop, l'Égypte et l'identité africaine. *Politique africaine*, 62 : 103-109.
- FROMENT A., s. d. – *Prejudices Related to AIDS' Perception among Cameroonian Students*. Multigr., 5 p.
- GRUÉNAIS M.-É. et al., 1999 – Le sida en Afrique : un objet politique ? *Bulletin de l'Apad*, 17 : 9-36.
- GUEBOGUO C., 2009 – *Sida et homosexualité (s) en Afrique. Analyse des communications de prévention*. Paris, L'Harmattan, coll. Études africaines.
- HABERMAS J., 1987 – *Théorie de l'agir communicationnel*, tomes 1 et 2. Paris, Fayard.
- HABERMAS J., 1993 – *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, Payot.
- HABERMAS J., 1997 – *Droit et démocratie : entre faits et normes*. Paris, Gallimard.
- LÉVI-STRAUSS C., 1958 – *Anthropologie structurale II*. Paris, Plon.
- OTAYEK R. (dir.), 2004 – *Les sociétés civiles du Sud. Un état des lieux dans trois pays de la ZSP : Cameroun, Ghana, Maroc*. Étude réalisée par Ayée J., Boukongou J. D., Catusse M., Eboko F., Idrissi Janati, Toulabor C., CEAN, Institut d'études politiques

de Bordeaux, ministère
des Affaires étrangères.

RAYNAUT C., 2001 –
L'anthropologie de la santé,
carrefour des questionnements :
l'humain et le naturel, l'individuel
et le social. *Ethnologie comparée*,
« Santé et maladie : questions
contemporaines », 3.

TCHUPO J.-P. et al., 1992 –
*Pratiques sexuelles et maladies
sexuellement transmissibles
dans les milieux de la prostitution
de la ville de Douala*. Yaoundé,
PSI, multigr., 35 p.

TCHUPO J.-P. et al., 1993 –
Les étudiants des universités

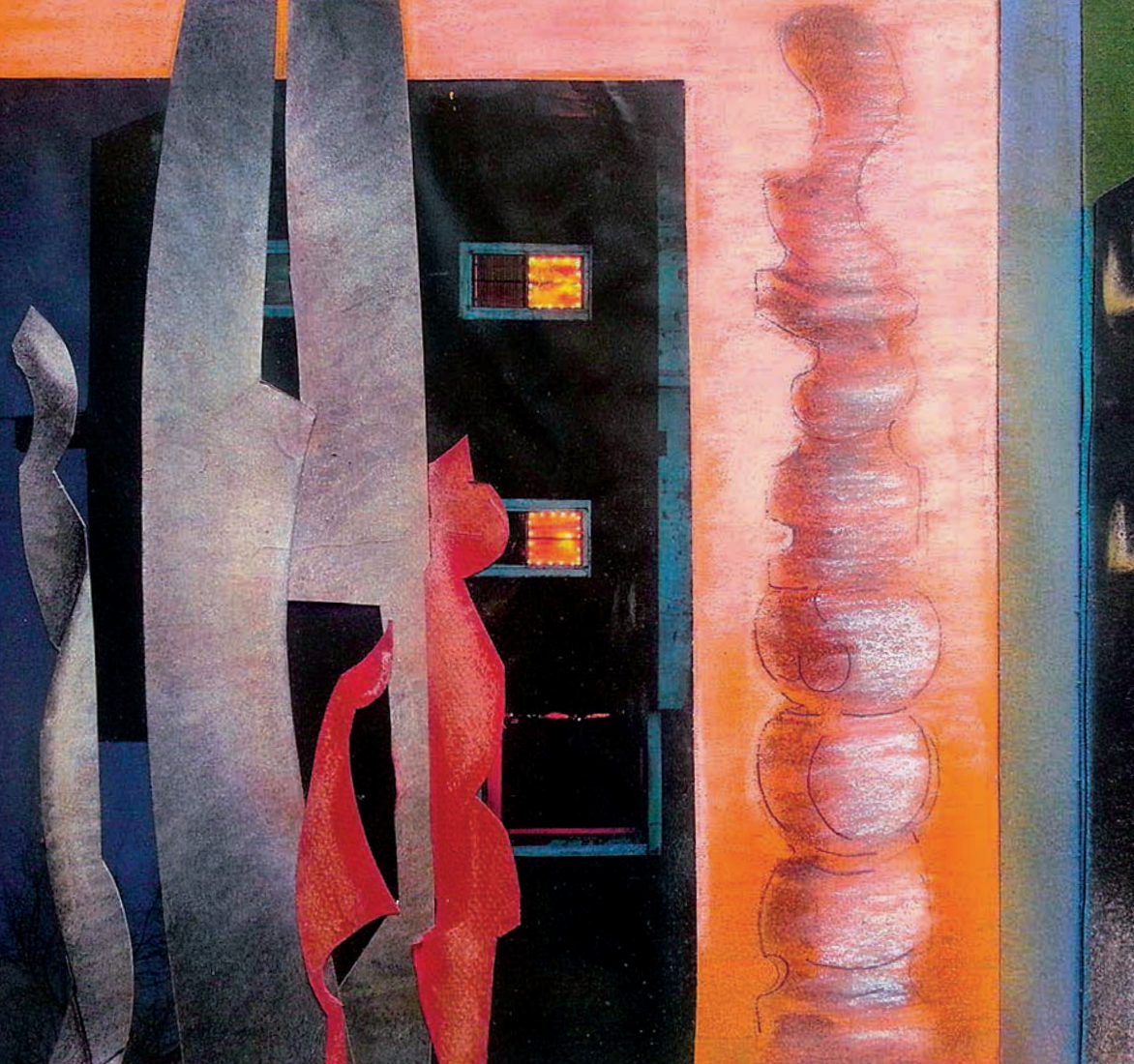
*de Douala et de Yaoundé face
aux MST et au sida*. Yaoundé, PSI.

TOURAINÉ A., 1994 – *Qu'est-ce que
la démocratie ?* Paris, Fayard.

TROM D., 1989 – Notes de lecture
sur Habermas (Jürgen), l'espace
public. *Politix*, 2 (5) : 95-96.

VIDAL L., 1996 – *Le silence
et le sens. Essai d'anthropologie
du sida en Afrique*. Paris,
Anthropos-Economica.

VIDAL L., 2004 – *Ritualités,
santé et sida en Afrique.
Pour une anthropologie
du singulier*. Paris,
IRD Éditions/Karthala, 210 p.



Colloques et séminaires

Les savoirs des sciences sociales

Débats, controverses, partages

Éditeur scientifique
Laurent Vidal



Ouvrage issu du colloque
« Les sciences sociales et la diffusion des savoirs dans l'espace public »
Marseille (France), 31 janvier-1^{er} février 2013
organisé avec l'appui de la région Paca et de l'IRD

Les savoirs des sciences sociales

Débats, controverses, partages

Éditeur scientifique
Laurent Vidal

IRD Éditions
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Collection Colloques et séminaires

Marseille, 2015

Préparation éditoriale

Yolande Cavallazzi

Mise en page

Desk (53)

Correction

Sylvie Hart

Coordination, fabrication

Catherine Plasse

Maquette de couverture

Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure

Catherine Plasse

Photo de couverture

Collage-pastel (détail) d'Albert Dupin, 1993, coll. et photo d'A. Vidal.

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2015

ISBN : 978-2-7099-1881-7

ISSN : 0767-2896